

e) orienter et activer les sportifs handisport par le biais d'une coopération transversale et d'un réseautage avec la société civile ;

f) conseiller l'Autorité flamande dans le domaine du handisport. » ;

3° des alinéas 2 à 4 sont ajoutés, rédigés comme suit :

« Le Gouvernement flamand peut préciser les missions visées à l'alinéa 1^{er}.

L'accord de coopération de la fédération unisport handisport, visé à l'article 17, concerne également l'optimisation de l'exécution pratique et concrète des missions de base additionnelles visées à l'alinéa 1^{er}.

Dans son plan stratégique, visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, 15°, et à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8°, la fédération unisport handisport indique également son fonctionnement en tant que centre de connaissances et d'appui handisport pour la prochaine olympiade avec la planification organisationnelle et financière et la manière dont les missions visées à l'alinéa 1^{er} seront remplies sur le plan politique. ».

Art. 7. À l'article 51 du même décret est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Pour entrer en ligne de compte pour l'augmentation de la subvention de base visée à l'alinéa 1^{er}, l'assemblée générale et l'organe d'administration de la fédération unisport handisport sont complétés d'experts indépendants. ».

Art. 8. Dans la partie 5 du même décret, le titre 2, comprenant les articles 52 à 58, est abrogé.

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 9. La fédération unisport handisport ajuste son plan stratégique pour l'olympiade en cours 2021-2024 conformément à l'article 50, alinéa 4, du décret du 10 juin 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement du secteur du sport organisé, tel qu'en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2022.

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022, à l'exception de l'article 9, qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 octobre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

Note

(1) *Session 2021-2022*

Documents :

- Projet de décret : 864 – N° 1

- Rapport : 864 – N° 2

- Texte adopté en séance plénière : 864 – N° 3

Annales - Discussion et adoption : séance du 6 octobre 2021.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/205177]

21 OCTOBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 87 ;

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable ;

Vu l'Accord européen du 30 septembre 1957 relatif au transport international des marchandises dangereuses par route, ci-après dénommé ADR ;

Vu l'Accord européen du 26 mai 2000 relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure, ci-après dénommé ADN ;

Vu l'Appendice C de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980, ci-après dénommé RID ;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 2003 relatif à la formation des conducteurs d'unités de transport transportant par la route des marchandises dangereuses autres que les matières radioactives ;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 2006 concernant la désignation ainsi que la qualification professionnelle de conseillers à la sécurité pour le transport par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses ;

Vu l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosives et radioactives ;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure ;

Vu l'arrêté royal du 2 novembre 2017 relatif au transport des marchandises dangereuses par chemin de fer, à l'exception des matières explosives et radioactives ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 relatif au transport intérieur de marchandises dangereuses par voie navigable ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2021, article 115 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié ;

Vu le rapport du 24 août 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 29 septembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 septembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 octobre 2021 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 115 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2021, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le liminaire, les mots " , de l'accord européen du 26 mai 2000 relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure, ci-après dénommé ADN et dans l'Appendice C de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980, ci-après dénommé RID " , remplacent les mots " et de l'accord européen du 26 mai 2000 relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure ci-après dénommé ADN " ;

b) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° l'octroi, le retrait ou la suspension de l'agrément :

a) des organismes d'inspection prévus à l'article 17 de l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosives et radioactives ;

b) des centres d'examen prévus à l'article 8 de l'arrêté royal du 29 juin 2003 relatif à la formation des conducteurs d'unités de transport transportant par la route des marchandises dangereuses autres que les matières radioactives et à l'article 14 de l'arrêté royal du 5 juillet 2006 concernant la désignation ainsi que la qualification professionnelle de conseillers à la sécurité pour le transport par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses ;

c) des centres de formation pour les chauffeurs et les conseillers à la sécurité prévus à l'article 8 de l'arrêté royal du 29 juin 2003 relatif à la formation des conducteurs d'unités de transport transportant par la route des marchandises dangereuses autres que les matières radioactives et à l'article 14 de l'arrêté royal du 5 juillet 2006 concernant la désignation ainsi que la qualification professionnelle de conseillers à la sécurité pour le transport par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses. " ;

c) sont ajoutés, les points suivants :

" 29° l'organisation de la formation :

a) des conseillers à la sécurité prévue aux chapitres 1.8.3 de l'ADR, 1.8.3 de l'ADN et 1.8.3 du RID ;

b) de l'équipage du véhicule prévue au chapitre 8.2 de l'ADR ;

c) des experts prévue au chapitre 8.2 de l'ADN ;

30° en matière de transport et d'équipements :

a) l'établissement des prescriptions de sécurité spécifiques prévues à l'article 3 de l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosives et radioactives ;

b) l'application des dispositions plus sévères prévues à l'article 5 du même arrêté ;

c) la réglementation ou l'interdiction du transport de marchandises dangereuses tel que prévu à l'article 6 du même arrêté ;

d) l'émission des instructions et autorisations prévues dans les annexes du même arrêté ;

31° en matière d'agrément et de formation des conseillers à la sécurité :

a) l'établissement des modalités d'examen et de délivrance des certificats prévues aux articles 24, 27 et 36 de l'arrêté royal du 5 juillet 2006 concernant la désignation ainsi que la qualification professionnelle de conseillers à la sécurité pour le transport par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses ;

b) le contrôle prévu à l'article 37 du même arrêté ;

32° en matière d'agrément et de modalités d'examen des chauffeurs :

a) l'émission des notes circulaires prévues à l'article 6 de l'arrêté royal du 29 juin 2003 relatif à la formation des conducteurs d'unités de transport transportant par la route des marchandises dangereuses autres que les matières radioactives ;

b) l'établissement des modalités d'examen prévues à l'article 16 du même arrêté ;

33° confirmer et étendre sur le territoire de la Région wallonne, la validité des actes pris par les autorités compétentes des autres Etats membres de l'ADR également applicables sur notre territoire. ».

Art. 2. Le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 21 octobre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/205177]

21. OKTOBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über die Durchführungsmaßnahmen der internationalen Verträge und Akten in Sachen See-, Straßen-, Eisenbahn- oder Wassertransport;

Aufgrund des Europäischen Übereinkommens vom 30. September 1957 über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße (nachstehend "ADR" genannt);

Aufgrund des Europäischen Übereinkommens vom 26. Mai 2000 über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen (nachstehend "ADN" genannt);

Aufgrund der Anlage C zum Übereinkommen vom 9. Mai 1980 über den internationalen Eisenbahnverkehr (nachstehend RID genannt)

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 2003 über die Schulung der Führer von Beförderungseinheiten zur Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme radioaktiver Stoffe;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 5. Juli 2006 über die Bestellung und die berufliche Befähigung von Sicherheitsberatern für die Beförderung gefährlicher Güter auf Straße, Schiene oder Binnenwasserstraßen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 2009 über die Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße oder der Eisenbahn, mit Ausnahme von explosionsfähigen und radioaktiven Stoffen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 31. Juli 2009 über die Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. November 2017 über die Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße oder der Eisenbahn, mit Ausnahme von explosionsfähigen und radioaktiven Stoffen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012 über die Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2021, Artikel 115;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Berichts vom 24. August 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 29. September 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 23. September 2021 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 21. Oktober 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 115 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020, wird wie folgt abgeändert:

a) in der Einführung ersetzen die Wörter "des Europäischen Übereinkommens vom 26. Mai 2000 über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen, nachstehend ADN genannt und in der Anlage C zum Übereinkommen vom 9. Mai 1980 über den internationalen Eisenbahnverkehr, nachstehend RID genannt" die Wörter "und des Europäischen Übereinkommens vom 26. Mai 2000 über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen, nachstehend ADN genannt";

b) Ziffer 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"2° Gewährung, Entzug oder Aussetzung der Zulassung;

a) der Inspektionseinrichtungen nach Artikel 17 des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 2009 über die Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße oder der Eisenbahn, mit Ausnahme von explosionsfähigen und radioaktiven Stoffen;

b) der Prüfungszentren im Sinne von Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 2003 über die Schulung der Führer von Beförderungseinheiten zur Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme radioaktiver Stoffe und in Artikel 14 des Königlichen Erlasses vom 5. Juli 2006 über die Bestellung und die berufliche Befähigung von Sicherheitsberatern für die Beförderung gefährlicher Güter auf Straße, Schiene oder Binnenwasserstraßen;

c) der Schulungszentren für die Fahrer und die Sicherheitsberater im Sinne von Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 2003 über die Schulung der Führer von Beförderungseinheiten zur Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme radioaktiver Stoffe und in Artikel 14 des Königlichen Erlasses vom 5. Juli 2006 über die Bestellung und die berufliche Befähigung von Sicherheitsberatern für die Beförderung gefährlicher Güter auf Straße, Schiene oder Binnenwasserstraßen; ”;

c) folgende Punkte werden hinzugefügt:

”29° Organisierung der Ausbildung:

a) der Sicherheitsberater im Sinne von den Kapiteln 1.8.3. des ADR, 1.8.3 des ADN und 1.8.3 des RID;

b) der Besatzung des Fahrzeugs nach Kapitel 8.2 des ADR;

c) der Fachleute nach Kapitel 8.2 des ADN;

30° in Sachen Transport und Ausrüstung:

a) die Festlegung der spezifischen Sicherheitsvorschriften nach Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 2009 über die Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße oder der Eisenbahn, mit Ausnahme von explosionsfähigen und radioaktiven Stoffen;

b) die Anwendung der in Artikel 5 desselben Erlasses vorgesehenen strengeren Bestimmungen;

c) die Regelung oder das Verbot der Beförderung gefährlicher Güter nach Artikel 6 desselben Erlasses;

d) Erteilung der in den Anhängen dieses Beschlusses vorgesehenen Anweisungen und Vollmachten;

31° in Sachen Zulassung und Ausbildung der Sicherheitsberater:

a) die Festlegung der Modalitäten für die Prüfungen und Erteilung der Zeugnisse nach Artikel 24, 27 und 36 des Königlichen Erlasses vom 5. Juli 2006 über die Bestellung und die berufliche Befähigung von Sicherheitsberatern für die Beförderung gefährlicher Güter auf Straße, Schiene oder Binnenwasserstraßen;

b) die Kontrolle nach Artikel 37 desselben Erlasses;

32° in Sachen Zulassung und Prüfungsmodalitäten der Fahrer:

a) die Ausgabe von Rundschreiben nach Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 2003 über die Schulung der Führer von Beförderungseinheiten zur Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme radioaktiver Stoffe;

b) die Festlegung der Modalitäten für die Prüfungen nach Artikel 16 desselben Erlasses;

33° Bestätigung und Ausdehnung der Gültigkeit der von den zuständigen Behörden der anderen ADR-Mitgliedstaaten getroffenen Maßnahmen, die auch auf unserem Gebiet gelten, auf das Gebiet der Wallonischen Region. ».

Art. 2 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Oktober 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/205177]

21 OKTOBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg;

Gelet op het Europees Verdrag van 30 september 1957 betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, hierna ADR genoemd;

Gelet op de Europese Overeenkomst van 26 mei 2000 betreffende het internationale vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren, hierna ADN genoemd;

Gelet op Aanhangsel C van het Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer van 9 mei 1980, hierna "RID" genoemd;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 2003 betreffende de opleiding van bestuurders van transporteenheden die andere gevaarlijke goederen dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 2006 betreffende de aanwijzing en de beroepsbekwaamheid van veiligheidsadviseurs voor het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, per spoor of over de binnenwateren;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 juni 2009 betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 2009 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 november 2017 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen per spoor, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2021, artikel 115;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de materiële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, zoals gewijzigd;

Gelet op het rapport van 24 augustus 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 september 2021;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 september 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 oktober 2021;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 115 van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de inleidende zin worden de woorden "en de Europese Overeenkomst van 26 mei 2000 inzake het internationale vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren, hierna ADN genoemd" vervangen door de woorden ", de Europese Overeenkomst van 26 mei 2000 inzake het internationale vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren, hierna ADN genoemd, en in Aanhangsel C van het Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer van 9 mei 1980, hierna "RID" genoemd";

b) punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° de toekenning, de intrekking of de schorsing van de erkenning:

a) van de keuringsinstellingen bedoeld in artikel 17 van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen;

b) van de examencentra bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 29 juni 2003 betreffende de opleiding van bestuurders van transporteenheden die andere gevaarlijke goederen dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren en in artikel 14 van het koninklijk besluit van 5 juli 2006 betreffende de aanwijzing en de beroepsbekwaamheid van veiligheidsadviseurs voor het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, per spoor of over de binnenwateren;

c) van de opleidingscentra voor bestuurders en veiligheidsadviseurs als bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 29 juni 2003 betreffende de opleiding van bestuurders van transporteenheden die andere gevaarlijke goederen dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren en in artikel 14 van het koninklijk besluit van 5 juli 2006 betreffende de aanwijzing en de beroepsbekwaamheid van veiligheidsadviseurs voor het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, per spoor of over de binnenwateren. ";

c) de volgende punten worden toegevoegd:

"29° de organisatie van de opleiding:

a) van de veiligheidsadviseurs, zoals bedoeld in de hoofdstukken 1.8.3. van het ADR, 1.8.3 van het ADN en 1.8.3 van het RID;

b) van de voertuigbemanning zoals bepaald in hoofdstuk 8.2 van het ADR;

c) van de deskundigen, zoals bepaald in hoofdstuk 8.2 van het ADN;

30° inzake vervoer en uitrustingen:

a) de vaststelling van de specifieke veiligheidsvoorschriften bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen;

b) de toepassing van de strengere bepalingen bedoeld in artikel 5 van hetzelfde besluit;

c) het reglementeren of verbieden van het vervoer van gevaarlijke goederen als bedoeld in artikel 6 van hetzelfde besluit;

d) het geven van de in de bijlagen bij hetzelfde besluit vermelde instructies en vergunningen;

31° inzake de erkenning en opleiding van veiligheidsadviseurs :

a) de vaststelling van nadere regels met betrekking tot de examens en de afgifte van certificaten zoals bedoeld in de artikelen 24, 27 en 36 van het koninklijk besluit van 5 juli 2006 betreffende de aanwijzing en de beroepsbekwaamheid van veiligheidsadviseurs voor het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, per spoor of over de binnenwateren;

b) de controle bedoeld in artikel 37 van hetzelfde besluit;

32° inzake de erkenning en de modaliteiten m.b.t. de examens van de bestuurders:

a) het opstellen van de omzendbrieven bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 29 juni 2003 betreffende de opleiding van bestuurders van transporteenheden die andere gevaarlijke goederen dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren;

b) de vaststelling van de examenprocedures als bedoeld in artikel 16 van hetzelfde besluit;

33° de geldigheid van de door de bevoegde instanties van andere ADR-lidstaten genomen besluiten die ook op ons grondgebied van toepassing zijn, bevestigen en tot het grondgebied van het Waalse Gewest uitbreiden. ”.

Art. 2. De Minister die bevoegd is voor Mobiliteit, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 oktober 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33727]

21 OCTOBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement visant à octroyer des aides sous forme de crédits et subventions, par le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie, en vue d’effectuer des travaux de réhabilitation et de restructuration dans les étages inoccupés des rez-de-chaussée commerciaux pris en gestion ou en location par un opérateur

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de l’Habitation durable, articles 179, 180 et 187, § 2;

Vu le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d’habitation;

Vu le rapport du 18 mars 2021 établi conformément à l’article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 6 octobre 2021;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 21 octobre 2021;

Vu la décision du Conseil d’administration du Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie du 13 septembre 2021;

Considérant l’arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d’octroi des crédits en fonds B2 par le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie;

Considérant l’arrêté ministériel du 28 mai 2019 portant approbation du règlement spécifique des crédits accordés en fonds B2 par le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement visant à octroyer des aides sous forme de crédits et subventions, par le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie, en vue d’effectuer des travaux de réhabilitation et de restructuration dans les étages inoccupés des rez-de-chaussée commerciaux pris en gestion ou en location par un opérateur, tel qu’il est repris en annexe, est approuvé.

Art. 2. Le Ministre du Logement est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 octobre 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Annexe. — Règlement visant à octroyer des aides sous forme de crédits et subventions, par le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie, en vue d’effectuer des travaux de réhabilitation et de restructuration dans les étages inoccupés des rez-de-chaussée commerciaux pris en gestion ou en location par un opérateur

TITRE I : DE LA TERMINOLOGIE

Article 1^{er}. Pour l’application des présentes dispositions, il faut entendre par :

1. « Fonds » : le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie;
2. « Opérateur » : une commune, un centre public d’action sociale, une agence immobilière sociale ou une association de promotion du logement, agissant seul ou en partenariat;
3. « Bien immobilier » : bâtiment comportant un rez-de-chaussée commercial, pris en gestion par un opérateur et qui le donne en location directement ou via son partenaire;
4. « Logement » : partie d’un bien immobilier structurellement destinée à l’habitation d’un ou de plusieurs ménages;
5. « Valeur vénale ou valeur estimée du logement » : sa valeur actuelle déterminée sur la foi d’une expertise du Fonds;
6. « Etage inoccupé » : les volumes d’un bien immobilier situés au-dessus d’un rez-de-chaussée commercial inoccupé depuis au moins un an;

7. « Coût réel ou estimé des travaux » : leur prix réel fixé en tenant compte des frais d'expertise, des dispositions des cahiers des charges, de la description des travaux, des métrés et estimations des cahiers des dépenses, des résultats des soumissions et adjudications, du contrôle, du suivi et de la réception des travaux ainsi que de la TVA et des prix normalement pratiqués par les entrepreneurs au moment de la conclusion du ou des contrats d'entreprise.

TITRE II : DE L'OBJET DE L'INTERVENTION

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Fonds accorde des crédits et des subventions aux titulaires de droits réels sur les étages d'un bien immobilier visé à l'article 1^{er}, 4., du présent règlement, sis en Région wallonne, que les opérateurs prennent en gestion ou en location pour la première fois, en vue de la réhabilitation ou de la restructuration de ces étages en logements conformes aux critères minimaux de salubrité fixés dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007, déterminant les critères de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19° à 22°*bis*, du Code wallon de l'Habitation durable.

TITRE III : DU TITULAIRE DE DROITS RÉELS

Art. 3. § 1^{er}. Le titulaire de droits réels est une personne physique ou une personne morale, y compris une commune, un centre public d'action sociale ou une régie communale autonome, à l'exclusion des autres opérateurs immobiliers visés à l'article 1^{er}, 23°, du Code wallon de l'Habitation durable.

Il est plein propriétaire ou emphytéote des étages du bien immobilier visé à l'article 1^{er}, 3., du présent règlement.

§ 2. Le titulaire de droits réels consent à la prise en gestion ou en location des logements par l'opérateur ou son partenaire, après réhabilitation ou restructuration des étages inoccupés. Dans ce cadre, la demande d'intervention auprès du Fonds est co-signée par le ou les opérateur(s) qui agit(ssent) seul(s) ou en partenariat.

TITRE IV : DU LOGEMENT RÉHABILITÉ OU RESTRUCTURÉ

Art. 4. Le titulaire de droits réels met les logements réhabilités ou restructurés irrévocablement à disposition de l'opérateur ou son partenaire par mandat de gestion ou contrat de location, selon les modalités décrites à l'article 10 du présent règlement.

Lorsque le titulaire de droits réels est une commune, un centre public d'action sociale ou une régie communale autonome, il peut assurer lui-même la gestion locative du logement aux conditions du présent règlement.

TITRE V : DE L'INTERVENTION

Art. 5. § 1^{er}. Sans préjudice de l'aliéna 2, l'intervention du Fonds dans les travaux de réhabilitation ou de restructuration est attribuée pour 75 pour cent sous la forme d'un crédit et pour 25 pour cent sous la forme d'une subvention.

Lorsque le logement réhabilité ou restructuré comporte au moins trois chambres, l'intervention est attribuée pour 75 pour cent sous la forme d'une subvention et pour 25 pour cent sous la forme d'un crédit.

§ 2. Le total formé par l'ensemble des concours financiers de tiers, y compris l'intervention accordée en application du présent règlement, ne peut excéder 100 % du coût des travaux de réhabilitation ou de restructuration, majoré des honoraires d'architecte, des frais de notaire, de la contribution et, le cas échéant, du montant de la prime unique d'assurance décès visée à l'article 19 du présent règlement lorsqu'il est avancé par le Fonds.

Lorsque le titulaire de droits réels est une personne physique, le pourcentage de 100 % est ramené à 95 %, dès lors que le remboursement de l'intervention octroyée sous la forme d'un crédit n'est pas garanti par l'assurance décès visée à l'article 19 du présent règlement.

Le montant, ainsi majoré, est arrondi à la dizaine d'euros supérieure ou inférieure selon que le chiffre des unités atteint ou non cinq euros.

§ 3. Le montant de l'intervention est établi sur la base de l'estimation du projet des travaux accepté par le Fonds. Ce dernier peut arrêter la dépense finançable à un niveau inférieur à celui du devis, dans la mesure où il estime que les prix sont anormalement élevés. Le dossier de demande d'intervention comporte un descriptif complet des travaux et un estimatif du coût de ces derniers.

§ 4. Si une partie de l'étage améliorable doit être démolie, les travaux comprennent la démolition et la reconstruction d'un volume équivalent à la partie du bien immobilier démoli.

§ 5. Pour les immeubles à appartements, le coût des travaux effectués aux espaces communs est inclus dans le coût des logements réhabilités ou restructurés.

§ 6. Le titulaire de droits réels peut affecter en partie les étages inoccupés à une autre destination que le logement donné en gestion ou en location. Dans ce cas, l'intervention est octroyée en proportion de la superficie affectée en gestion à l'opérateur ou son partenaire.

Art. 6. § 1^{er}. Sans préjudice du paragraphe 2, la somme du prêt et de la subvention ne peut excéder 62.800 euros par logement réhabilité ou restructuré.

§ 2. Par décision motivée, le Fonds peut accorder un montant supplémentaire dans un des cas de surcoût suivants :

1. le bâtiment présente une valeur patrimoniale significative;
2. l'opération est spécifique;
3. le bâtiment nécessite la mise en conformité aux règlements communaux en matière de salubrité et de sécurité incendie;
4. des travaux améliorant la performance énergétique sont réalisés.

Est considéré comme bâtiment présentant une valeur patrimoniale significative, l'immeuble ayant fait l'objet en tout ou en partie d'une mesure de classement, ou l'immeuble inscrit en tout ou en partie sur la liste de sauvegarde, ou encore l'immeuble repris en tout ou en partie à l'inventaire du patrimoine monumental de Wallonie.

Est réputée spécifique, l'opération qui touche un logement adapté au handicap ou à l'âge de la personne ainsi que toute forme de cologement ou d'habitat groupé.

Le montant supplémentaire ne peut excéder 27.800 euros par logement réhabilité ou restructuré. Il est attribué pour moitié sous la forme d'un crédit et pour l'autre moitié sous la forme d'une subvention.

§ 3. Lorsque les travaux comprennent la création d'un accès indépendant aux étages d'un bâtiment comportant un rez-de-chaussée commercial, le Fonds peut accorder un montant supplémentaire afin de financer la création d'un accès séparé. Le montant supplémentaire ne peut excéder 27.800 euros pour l'ensemble de l'opération.

Le montant est attribué pour moitié sous forme de subvention et pour moitié sous forme de crédit.

§ 4. Les montants précités sont indexés au 1^{er} janvier de chaque année N (et pour la première fois à partir de 2021), sur base de la formule suivante :

Montant maximum x indice ABEX du 1^{er} janvier de l'année N (fixé en novembre de l'année N-1)

Indice ABEX du 1^{er} janvier 2019 (fixé à « 809 » en novembre 2018)

Les montants ainsi indexés sont arrondis à la centaine d'euros supérieure ou inférieure, selon que le chiffre des dizaines atteint ou non cinquante euros.

TITRE VI : DE LA PROCEDURE

Art. 7. La demande formelle d'intervention est introduite par le détenteur du droit réel sur le bien immobilier concerné et comporte 3 étapes :

1. Etude faisabilité : l'opérateur introduit une demande d'étude de faisabilité comportant les devis ou estimatifs des travaux ainsi que les plans. Si la demande est jugée recevable, les services du Fonds effectuent une visite des lieux et établissent un rapport de faisabilité.

2. Ouverture du dossier : le détenteur du droit réel introduit la demande d'intervention co-signée avec l'opérateur et qui comporte les éléments suivants : acte de propriété, copie des cartes d'identité, pour les personnes morales : copie des statuts et situation comptable, ...

À la suite de cette demande d'intervention, un rapport d'expertise est réalisé par le Fonds.

3. Approbation de la demande : le dossier est soumis à l'approbation du conseil d'administration du Fonds.

TITRE VII : DES TRAVAUX

Art. 8. § 1^{er}. Les travaux financés, à l'exception des travaux de sauvegarde, ne peuvent être entrepris avant la notification de la promesse d'intervention.

§ 2. L'ordre de commencer les travaux est intimé au titulaire de droits réels par le Fonds au moment où celui-ci notifie l'octroi de l'intervention.

§ 3. La fin des travaux doit intervenir dans un délai de 2 ans à dater de cette même notification. Sur la proposition motivée du titulaire de droits réels, le Fonds peut accorder un délai supplémentaire d'un an.

Art. 9. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 6, § 2, du présent règlement, les travaux visant la réhabilitation ou la restructuration des biens immobiliers ne peuvent bénéficier d'aucune autre aide régionale en matière de logement ou d'énergie.

§ 2. Le titulaire de droits réels marque son accord pour que le montant des éventuelles aides complémentaires attribuées par la Région ou toute autre autorité publique, vienne en déduction de l'intervention du Fonds au moment de leur liquidation.

TITRE VIII : DE LA LIQUIDATION DE L'INTERVENTION

Art. 10. Le montant de l'intervention n'est pas remis en mains du titulaire de droits réels. Le versement en est opéré, du consentement de celui-ci, directement en mains des fournisseurs ou des entrepreneurs effectuant les prestations et travaux.

TITRE IX : DE L'AFFECTATION DU LOGEMENT

Art. 11. Au terme des travaux, les logements réhabilités ou restructurés sont gérés ou loués par l'opérateur, ou son partenaire, pendant une période d'au moins neuf ans ou d'au moins quinze ans dans l'un des cas visés à l'article 6, § 2, du présent règlement, à l'exclusion de la durée des travaux, sans jamais être inférieure à la durée de remboursement du crédit accordé au titulaire de droits réels.

Art. 12. Le logement réhabilité ou restructuré est donné en location par l'opérateur ou son partenaire, à un ménage de catégorie 1, 2 ou 3 au sens de l'article 1^{er}, 29°, 30° et 31°, du Code wallon de l'Habitation durable.

TITRE X : DU LOYER ET DE SON AFFECTATION

Art. 13. Le loyer dû au titulaire de droits réels s'établit en excluant la prise en compte de l'amélioration du logement consécutive aux travaux financés.

Art. 14. Le loyer payé par l'occupant ne peut excéder trente pour cent de ses revenus nets mensuels augmentés des allocations familiales perçues pour les enfants faisant partie de son ménage ou de toutes autres ressources disponibles telles que pécules de vacances, chèques repas, pensions alimentaires et primes diverses.

Art. 15. Le loyer payé par le locataire est affecté à concurrence d'au moins cinquante pour cent au remboursement du crédit accordé.

Le solde éventuel est versé au titulaire de droits réels.

TITRE XI : DU TAUX D'INTÉRÊT DU CRÉDIT

Art. 16. Le taux d'intérêt applicable au crédit est fixé à 0 % l'an.

Art. 17. Le taux d'intérêt visé à l'article 15 du présent règlement est majoré, à chaque échéance, au maximum de 0,0416 % par mois, soit de 0,50 % l'an, sur la totalité du solde de la dette jusqu'à l'apurement de toute somme échue et non payée du solde de cette dette.

TITRE XII : DE LA DURÉE ET DU REMBOURSEMENT DU CRÉDIT

Art. 18. La durée du crédit est fixée en fonction de la qualité du titulaire de droits réels, personne physique ou personne morale.

Il est spécifiquement tenu compte du montant du crédit et des ressources du titulaire de droits réels; son âge est également pris en compte lorsqu'il s'agit d'une personne physique.

Le remboursement du crédit, effectué par mensualités égales et constantes, comprend l'intérêt et l'amortissement du capital.

TITRE XIII : DES GARANTIES

Art. 19. § 1^{er}. Le titulaire de droits réels consent, en garantie du crédit qui lui est octroyé, soit une inscription hypothécaire, soit un mandat hypothécaire au profit du Fonds.

Il s'engage également à ne pas aliéner ni hypothéquer le logement réhabilité ou restructuré pour lequel le crédit est consenti et ce, jusqu'à parfait remboursement du crédit.

Le titulaire de droits réels cède irrévocablement au Fonds les créances locatives nées du contrat de location du logement pour lequel le crédit est consenti.

Le Fonds peut, si nécessaire, subordonner l'octroi du crédit à l'obtention de toute autre garantie réelle ou personnelle.

Le Fonds peut, dans des circonstances exceptionnelles, dispenser le titulaire de droits réels de la garantie visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. L'intervention financière du Fonds du Logement est subordonnée à l'accord de la commune ou du centre public d'action sociale qui porte le projet de réhabilitation ou de restructuration de lui accorder une garantie de remboursement à première demande sur le capital prêté, les intérêts et les accessoires.

Art. 20. Lorsque le titulaire de droits réels contracte avant la signature de l'acte de crédit auprès d'un assureur agréé par l'Autorité des Services et Marchés Financiers, une assurance décès à capital décroissant et à prime unique au profit du Fonds, la prime peut lui être avancée par celui-ci, dans les limites fixées par l'article 5, § 2, du présent règlement. Un exemplaire de ce contrat est remis au Fonds.

Art. 21. Le solde du crédit est remboursable immédiatement dès l'instant où le titulaire de droits réels dénonce le mandat de gestion précité. Il est dans pareil cas redevable de l'indemnité de remploi visée à l'article 21 du présent règlement.

Art. 22. Le titulaire de droits réels peut procéder, à tout moment, au remboursement anticipé total ou partiel du solde restant dû du crédit. Dans ce cas, le Fonds peut lui demander de payer une indemnité de remploi correspondant à trois mois d'intérêts, calculés sur le montant remboursé par anticipation et au taux d'intérêt annuel convenu de 1 pour cent.

Une indemnité analogue est due par le titulaire de droits réels en cas de remboursement anticipé forcé du crédit.

TITRE XIV : DES FRAIS

Art. 23. Au titre de contribution, le titulaire de droits réels verse au Fonds, par prélèvement sur le montant de l'intervention, une contribution de 2,50 % du montant de l'intervention.

Ce montant est prélevé au moment de l'octroi de l'intervention.

TITRE XV : DU SUIVI DU DISPOSITIF

Art. 24. Le rapport d'activités annuel du Fonds comporte une section relative au nombre de crédits et de subventions octroyés, à la liste des opérateurs et au nombre de logements gérés ou loués, au montant des loyers appliqués, au type de travaux réalisés et à la qualité des titulaires de droits réels.

TITRE XVI : DU NON-RESPECT DU PRÉSENT RÈGLEMENT

Art. 25. Toute fausse déclaration à l'occasion du dépôt de la demande ou de toute autre démarche vis-à-vis du Fonds entraînera le retrait de l'intervention allouée, le remboursement des sommes indûment perçues à l'intervention de l'opérateur, et l'interdiction de déposer en tant que titulaire de droits réels des demandes de crédits et de subventions auprès du Fonds et ce, sans préjudice de poursuites judiciaires.

La décision de l'intervention fera référence explicitement à la présente disposition et le mandat de gestion contiendra l'engagement de remboursement du titulaire de droits réels en cas de non-respect de ses obligations.

Art. 26. § 1^{er}. En ce qui concerne le montant octroyé sous la forme d'un crédit, le montant à rembourser par le titulaire de droits réels, en cas de non-respect du présent règlement, est fixé au solde restant dû du crédit.

§ 2. En ce qui concerne le montant octroyé sous la forme d'une subvention, le montant à rembourser par le titulaire de droits réels, en cas de non-respect du présent règlement, est fixé par la formule suivante : $R = (1 - (D/D')^2) \times M$
où : R = le montant du remboursement;

D = la durée, en années complètes, pendant laquelle les conditions ont été respectées;

D' = la durée, en années complètes, pendant laquelle les conditions doivent être respectées;

M = le montant de l'intervention sous la forme d'une subvention.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement visant à octroyer des aides sous forme de crédits et subventions, par le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie, en vue d'effectuer des travaux de réhabilitation et de restructuration dans les étages inoccupés des rez-de-chaussée commerciaux pris en gestion ou en location par un opérateur.

Namur, le 21 octobre 2021.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2021/33727]

21. OKTOBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Regelung in Bezug die Gewährung von Beihilfen in der Form von Krediten und Subventionen durch den Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie") zwecks der Durchführung von Sanierungs- und Umgestaltungsarbeiten in den leerstehenden Etagen über Erdgeschossen zur gewerblichen Nutzung, deren Verwaltung oder Miete von einem Vermittler übernommen wird

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen, Artikel 179, 180 und 187 § 2;

Aufgrund des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 18. März 2021;

Aufgrund der am 6. Oktober 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 21. Oktober 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrates des Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie") vom 13. September 2021;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze zur Gewährung der Kredite als Fonds B2 durch den Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie");

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Mai 2019 zur Genehmigung der spezifischen Regelung der als Fonds B2 durch den Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie") gewährten Kredite;

Auf Vorschlag des Ministers für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die im Anhang aufgeführte Regelung in Bezug die Gewährung von Beihilfen in der Form von Krediten und Subventionen durch den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) zwecks der Durchführung von Sanierungs- und Umgestaltungsarbeiten in den leerstehenden Etagen über Erdgeschoss zur gewerblichen Nutzung, deren Verwaltung oder Miete von einem Vermittler übernommen wird, wird genehmigt.

Art. 2 - Der Minister für Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Oktober 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Anhang — Regelung in Bezug die Gewährung von Beihilfen in der Form von Krediten und Subventionen durch den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) zwecks der Durchführung von Sanierungs- und Umgestaltungsarbeiten in den leerstehenden Etagen über Erdgeschoss zur gewerblichen Nutzung, deren Verwaltung oder Miete von einem Vermittler übernommen wird.

TITEL I - TERMINOLOGIE

Artikel 1 - Zur Anwendung der vorliegenden Bestimmungen gelten folgende Definitionen:

1. "Fonds": der Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie");
2. "Vermittler": eine Gemeinde, ein öffentliches Sozialhilfezentrum, eine Agentur für soziale Wohnungen oder eine Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens, die allein oder in Partnerschaft handelt;
3. "Immobilie": ein Gebäude mit einem Erdgeschoss zur gewerblichen Nutzung, dessen Verwaltung von einem Vermittler übernommen wird, der es unmittelbar oder über seinen Partner vermietet;
4. "Wohnung": Teil einem Immobilie, der aufgrund seiner Struktur dazu bestimmt ist, durch einen oder mehrere Haushalte bewohnt zu werden;
5. "Verkaufs- oder Schätzwert der Wohnung": sein gegenwärtiger Wert, der aufgrund einer Begutachtung durch den Fonds bestimmt wird;
6. "leerstehende Etage": die Volumen einer Immobilie, die sich über einem seit mindestens einem Jahr leerstehenden Erdgeschoss zur gewerblichen Nutzung befinden;
7. "tatsächliche oder geschätzte Kosten der Arbeiten": ihr tatsächlicher Preis, unter Berücksichtigung der Begutachtungskosten, der Bestimmungen der Lastenhefte, der Beschreibung der Arbeiten, der Aufmaße und Schätzungen in den Ausgabenheften, der Ergebnisse der Submissionen und Ausschreibungen, der Kontrolle, Überwachung und Abnahme der Arbeiten, sowie der MwSt. und der durch die Unternehmer beim Abschluss des Werkvertrags bzw. der Werkverträge normalerweise praktizierten Preise.

TITEL II - GEGENSTAND DER BEIHILFE

Art. 2 - Innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Fonds den Inhabern dinglicher Rechte an den Etagen einer in Artikel 1 Ziffer 4 der vorliegenden Regelung erwähnten, in der wallonischen Region gelegenen und von den Vermittlern zum ersten Mal verwalteten oder gemieteten Immobilie, Kredite und Subventionen zwecks der Sanierung oder Umgestaltung dieser Etagen in Wohnungen, die den Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit genügen, die in dem Erlass der wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1 Ziffern 19 bis 22bis des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen erwähnten Definitionen festgelegt sind.

TITEL III - INHABER DINGLICHER RECHTE

Art. 3 - § 1. Der Inhaber dinglicher Rechte ist eine natürliche oder juristische Person, einschließlich einer Gemeinde, eines öffentlichen Sozialhilfezentrums oder einer autonomen Gemeinderegierung, mit Ausnahme der in Artikel 1 Ziffer 23 des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen erwähnten Immobilienvermittler.

Er ist Volleigentümer oder Erbpächter der Etagen der in Artikel 1 Ziffer der vorliegenden Regelung erwähnten Immobilie.

§ 2. Der Inhaber dinglicher Rechte stimmt der Übernahme der Verwaltung oder der Miete der Wohnungen durch den Vermittler oder seinen Partner nach Sanierung oder Umgestaltung der leerstehenden Etagen zu. In diesem Rahmen wird der bei dem Fonds eingereichte Beihilfeantrag von dem bzw. den Vermittlern unterzeichnet, der bzw. die alleine oder in Partnerschaft handelt bzw. handeln.

TITEL IV - SANIERTE ODER UMGESTALTETEWOHNUMG

Art. 4 - Der Inhaber dinglicher Rechte stellt dem Vermittler oder seinem Partner die sanierten oder umgestalteten Wohnungen durch ein Verwaltungsmandat oder einen Mietvertrag nach den in Artikel 10 der vorliegenden Regelung beschriebenen Modalitäten unwiderruflich zur Verfügung.

Wenn der Inhaber dinglicher Rechte eine Gemeinde, ein öffentliches Sozialhilfezentrum oder eine autonome Gemeinderegie ist, kann er selber für die Mietverwaltung der Wohnung nach den Bedingungen der vorliegenden Regelung Sorge tragen.

TITEL V- BEIHILFE

Art. 5 - § 1. Unbeschadet von Absatz 2 wird die Beihilfe des Fonds an den in Sanierungs- oder Umgestaltungsarbeiten zu 75 Prozent in der Form eines Kredits und zu 25 Prozent in der Form einer Subvention gewährt.

Wenn die sanierte oder umgestaltete Wohnung mindestens drei Schlafzimmer zählt, wird die Beihilfe zu 75% in der Form einer Subvention und zu 25% in der Form eines Kredits gewährt.

§ 2. Der Gesamtbetrag, der aus der Gesamtheit der finanziellen Unterstützungen von Dritten, einschließlich der in Anwendung der vorliegenden Regelung gewährten Beihilfe, besteht, darf 100 % der Kosten für die Sanierungs- oder Umgestaltungsarbeiten nicht überschreiten, erhöht um die Honorarkosten für Architekten, Notare, um den Beitrag ggf. um den Betrag des in Artikel 19 der vorliegenden Regelung erwähnten Einmalbetrags der Ablebensversicherung, wenn er vom Fonds vorgeschossen wird.

Wenn der Inhaber dinglicher Rechte eine natürliche Person ist, wird der Prozentsatz von 100 % auf 95 % herabgesetzt, wenn die Rückzahlung der in der Form eines Kredits gewährten Beihilfe nicht durch die in Artikel 19 der vorliegenden Regelung erwähnte Ablebensversicherung garantiert wird.

Der derart erhöhte Höchstwert wird auf den nächsten Zehner Euro auf- bzw. abgerundet, je nachdem die Einerstelle fünf Euro erreicht oder nicht.

§ 3. Der Betrag der Beihilfe wird auf der Grundlage der Schätzung des von dem Fonds angenommenen Projekts der Arbeiten bestimmt. Letztgenannter kann die finanzierbare Ausgabe auf eine Summe, die niedriger als diejenige der Veranschlagung ist, festlegen, sofern er der Ansicht ist, dass die Höhe der Preise nicht normal ist. Die Akte zum Beihilfeantrag umfasst eine vollständige Beschreibung der Arbeiten und eine Schätzung der Kosten für diese Arbeiten.

§ 4. Wenn ein Teil der verbesserungsfähigen Etage abgebrochen werden muss, umfassen die Arbeiten den Abbruch und den Wiederaufbau eines Volumens, das dem abgebrochenen Teil der Immobilie entspricht.

§ 5. Für die Appartementgebäude sind die Kosten für Arbeiten an den gemeinschaftlichen Räumen in den Kosten für die sanierten oder umgestalteten Wohnungen mit inbegriffen.

§ 6. Der Inhaber dinglicher Rechte kann die leerstehenden Etagen teilweise einer anderen Zweckbestimmung zuweisen als derjenigen der Wohnung, deren Verwaltung oder Miete übernommen wird. In diesem Fall wird die Beihilfe im Verhältnis zu der Fläche gewährt, deren Verwaltung vom Vermittler oder seinem Partner übernommen wird.

Art. 6 - § 1. Unbeschadet von Paragraph 2 darf die Summe des Darlehens und der Subvention 62.800 Euro pro sanierte oder umgestaltete Wohnung nicht überschreiten.

§ 2. Durch begründeten Beschluss kann der Fonds in den folgenden Fällen von Mehrkosten einen zusätzlichen Betrag gewähren:

1. das Gebäude hat einen bedeutenden Wert für das Kulturerbe;
2. es handelt sich um eine spezifische Maßnahme;
3. das Gebäude bedarf einer Anpassung an die Gemeinder Regelungen über die gesundheitliche Zuträglichkeit und den Brandschutz;
4. es werden Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz durchgeführt.

Als Gebäude mit einem bedeutenden Wert für das Kulturerbe gilt das Gebäude, das ganz oder teilweise den Gegenstand einer Unterschutzstellungsmaßnahme gewesen ist, oder das Gebäude, das ganz oder teilweise in einer Schutzliste eingetragen ist, oder aber das Gebäude, das ganz oder teilweise im Verzeichnis der wallonischen Erbgüter aufgenommen ist.

Als spezifische Maßnahme gilt eine Maßnahme, die eine an die Behinderung oder das Alter der Person angepasste Wohnung, oder jede Form von Wohngemeinschaft oder Gruppenwohnung betrifft.

Der zusätzliche Betrag darf 27.800 Euro pro sanierte oder umgestaltete Wohnung nicht übersteigen. Er wird zur Hälfte in der Form eines Kredits und zur anderen Hälfte in der Form einer Subvention gewährt.

§ 3. Wenn die Arbeiten die Schaffung eines unabhängigen Zugangs zu den Etagen eines Gebäudes mit einem Erdgeschoss zur gewerblichen Nutzung umfassen, kann der Fonds einen zusätzlichen Betrag gewähren, um die Schaffung eines getrennten Zugangs zu finanzieren. Der zusätzliche Betrag darf 27.800 Euro für die Gesamtheit der Maßnahme nicht übersteigen.

Der Betrag wird zur Hälfte in der Form einer Subvention und zur anderen Hälfte in der Form eines Kredits gewährt.

§ 4. Die vorgenannten Beträge werden am 1. Januar jedes Jahres N indexiert (dies zum ersten Male ab 2021) auf der Grundlage folgender Formel:

Höchstbetrag x ABEX-Index am 1. Januar des Jahres N (im November des Jahres N-1 festgelegt)

ABEX-Index am 1. Januar 2019 (im November 2018 auf "809" festgelegt).

Die derart indexierten Beträge werden auf das nächste Hundert Euro auf- bzw. abgerundet, je nach dem die Zehner fünfzig Euro erreichen oder nicht.

TITEL VI - VERFAHREN

Art. 7 - Der formelle Beihilfeantrag wird vom Inhaber des dinglichen Rechts an der betreffenden Immobilie eingereicht, und umfasst 3 Schritte:

1. Machbarkeitsstudie: der Vermittler reicht einen Antrag auf eine Machbarkeitsstudie ein, die die Kostenvorschläge oder -schätzungen für die Arbeiten sowie die Pläne umfasst. Wird der Antrag für zulässig erachtet, so führen die Dienststellen des Fonds eine Ortsbesichtigung durch und erstellen einen Machbarkeitsbericht.

2. Eröffnung der Akte: der Inhaber des dinglichen Rechts reicht den von ihm und vom Vermittler mitunterzeichneten Beihilfeantrag ein, der folgende Unterlagen enthält: Eigentumsurkunde, Kopie der Personalausweise; bei juristischen Personen: Kopie der Satzungen und buchhalterische Situation, ...

Im Anschluss an diesen Beihilfeantrag erstellt der Fonds einen Gutachterbericht.

3. Genehmigung des Antrags: das Dossier wird dem Verwaltungsrat des Fonds zur Genehmigung vorgelegt.

TITEL VI - ARBEITEN

Art. 8 - § 1. Mit Ausnahme der Sicherungsarbeiten darf vor der Zustellung der Beihilfezusage mit den finanzierten Arbeiten nicht begonnen werden.

§ 2. Dem Inhaber dinglicher Rechte gibt der Fonds die Anweisung zur Inangriffnahme der Arbeiten zu dem Zeitpunkt, wo Letzterer die Gewährung der Beihilfe mitteilt.

§ 3. Die Fertigstellung der Arbeiten muss innerhalb einer Frist von 2 Jahren ab derselben Mitteilung erfolgen. Auf begründeten Vorschlag des Inhabers dinglicher Rechte kann der Fonds eine zusätzliche Frist von einem Jahr einräumen.

Art. 9 - § 1. Unbeschadet von Artikel 6 § 2 der vorliegenden Regelung darf für die Arbeiten zur Sanierung oder Umgestaltung der Immobiliengüter keine andere regionale Beihilfe in Sachen Wohnungswesen oder Energie erteilt werden.

§ 2. Der Inhaber dinglicher Rechte erklärt sich damit einverstanden, dass der Betrag der etwaigen, von der Region oder von jeglicher anderen öffentlichen Behörde gewährten zusätzlichen Unterstützungen von der Beihilfe des Fonds zum Zeitpunkt ihrer Auszahlung abgezogen wird.

TITEL VIII - ZAHLUNG DER BEIHILFE

Art. 10 - Der Betrag der Beihilfe wird dem Inhaber dinglicher Rechte nicht persönlich übergeben. Mit seiner Zustimmung erfolgt die Zahlung direkt an die Lieferanten oder Unternehmer, die die Leistungen und Arbeiten erbringen.

TITEL IX - ZWECKBESTIMMUNG DER WOHNUNG

Art. 11 - Nach Abschluss der Arbeiten werden die sanierten oder umgestalteten Wohnungen vom Vermittler oder seinem Partner während eines Zeitraums von mindestens neun Jahren oder mindestens fünfzehn Jahren in einem der in Artikel 6 § 2 der vorliegenden Regelung genannten Fälle verwaltet oder vermietet, wobei die Dauer der Arbeiten nicht mitgerechnet wird; dieser Zeitraum darf jedoch keinesfalls kürzer sein als die Dauer der Rückzahlung des dem Inhaber der dinglichen Rechte gewährten Kredits.

Art. 12 - Der Vermittler oder sein Partner vermietet die sanierte oder umgestaltete Wohnung einem Haushalt der Kategorien 1, 2 oder 3 im Sinne von Artikel 1 Ziffern 29, 30 und 31^o des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen.

TITEL X - MIETE UND DEREN ZWECKBESTIMMUNG

Art. 13 - Die dem Inhaber dinglicher Rechte geschuldete Miete wird ohne Berücksichtigung der Verbesserung der Wohnung infolge der finanzierten Arbeiten festgelegt.

Art. 14 - Der vom Bewohner gezahlte Mietzins darf nicht mehr als 30% seines monatlichen Nettoeinkommens zuzüglich der von ihm bezogenen Kinderzulagen für die Kinder, die zu seinem Haushalt gehören, oder jeglicher anderen verfügbaren Einnahmequelle – wie z.B. Urlaubsgeld, Mahlzeitschecks, Unterhaltsgeld und sonstige Prämien – betragen.

Art. 15 - Der vom Mieter gezahlte Mietzins wird zu mindestens fünfzig Prozent der Rückzahlung des gewährten Kredits gewidmet.

Der eventuelle Restbetrag wird dem Inhaber dinglicher Rechte gezahlt.

TITEL XI - ZINSSATZ DES KREDITS

Art. 16 - Der auf den Kredit anwendbare Zinssatz wird auf 0 % jährlich festgelegt.

Art. 17 - Bei jeder Fälligkeit wird der in Artikel 15 vorliegender Regelung erwähnte Zinssatz bis zur Bereinigung jedes geschuldeten und nicht bezahlten Teils des Restbetrags der Schuld um höchstens 0,0416 % monatlich – d.h. um 0,50 % jährlich – des gesamten verschuldeten Restbetrags erhöht.

TITEL XII - DAUER UND TILGUNG DES KREDITS

Art. 18 - Die Dauer des Kredits wird je nach der Eigenschaft des Inhabers dinglicher Rechte – natürliche oder juristische Person – festgelegt.

Die Beträge des Kredits und der Einkünfte des Inhabers dinglicher Rechte werden ganz besonders in Rechnung gezogen; bei einer natürlichen Person wird deren Alter ebenfalls berücksichtigt.

Der Kredit wird durch gleiche und konstante Monatsraten zurückgezahlt, die den Zins und die Kapitaltilgung einschließen.

TITEL XIII - GARANTIEN

Art. 19 - § 1. Als Garantie für den ihm gewährten Kredit stimmt der Inhaber dinglicher Rechte entweder einer Hypothekeneintragung oder einer Hypothekenvollmacht zugunsten des Fonds zu.

Er verpflichtet sich ebenfalls, bis zur völligen Rückzahlung des Darlehens die sanierte bzw. umgestaltete Wohnung, für die der Kredit bewilligt wird, weder zu veräußern noch mit einer Hypothek zu belasten.

Der Inhaber dinglicher Rechte tritt die Mietforderungen, die sich aus dem Mietvertrag der Wohnung, für welche der Kredit gewährt wird, unwiderruflich an den Fonds ab.

Wenn nötig kann der Fonds die Gewährung des Kredits von dem Erhalt jeglicher sonstigen dinglichen oder persönlichen Sicherheiten abhängig machen.

Unter ungewöhnlichen Umständen kann der Fonds den Inhaber dinglicher Rechte von der in Absatz 1 erwähnten Garantie befreien.

§ 2. Die finanzielle Beteiligung des Wohnungsfonds setzt voraus, dass die Gemeinde oder das öffentliche Sozialhilfezentrum, die bzw. das das Sanierungs- oder Umgestaltungsprojekt trägt, zustimmt, ihm eine Garantie für die Rückzahlung des geliehenen Kapitals, der Zinsen und der Nebenkosten auf erstes Anfordern zu gewähren.

Art. 20 - Wenn der Inhaber dinglicher Rechte vor Unterzeichnung des Kreditvertrags eine Ablebensversicherung mit abnehmendem Kapital und einer Einmalprämie bei einer von der Autorität Finanzielle Dienste und Märkte zugelassenen Versicherungsanstalt zugunsten des Fonds abschließt, kann ihm die Prämie innerhalb der Begrenzungen von Artikel 5 § 2 vorliegender Regelung von Letzterem vorgeschossen werden. Dem Fonds wird ein Exemplar dieses Vertrags abgegeben.

Art. 21 - Der Restbetrag des Kredits ist sofort zurückzuzahlen, sobald der Inhaber dinglicher Rechte das vorerwähnte Verwaltungsmandat aufkündigt. In einem solchen Fall wird er die in Artikel 21 vorliegender Regelung erwähnte Wiederanlegungsentschädigung schuldig.

Art. 22 - Der Inhaber dinglicher Rechte kann jederzeit die vorzeitige Rückzahlung des gesamten ausstehenden Restbetrags des Kredits oder eines Teils dessen vornehmen. In diesem Fall kann der Fonds ihn dazu auffordern, eine Wiederanlegungsentschädigung zu zahlen, deren Betrag drei Monaten Zinsen entspricht, die auf Grundlage der vorzeitig zurückgezahlten Summe zum vereinbarten Jahreszinssatz von 1 % berechnet werden.

Im Falle einer gezwungenen vorzeitigen Rückzahlung des Kredits wird der Inhaber dinglicher Rechte eine ähnliche Entschädigung schuldig.

TITEL XIV - GEBÜHREN

Art. 23 - Als Beitrag zahlt der Inhaber dinglicher Rechte dem Fonds durch Abhebung vom Beihilfebetrags einen Beitrag in Höhe von 2,50 % des Beihilfebetrags.

Dieser Betrag wird zum Zeitpunkt der Gewährung der Beihilfe abgehoben.

TITEL XV - ÜBERWACHUNG DES VERFAHRENS

Art. 24 - Der jährliche Tätigkeitsbericht des Fonds enthält einen Abschnitt über die Anzahl der gewährten Kredite und Subventionen, die Liste der Vermittler und die Anzahl der verwalteten oder vermieteten Wohnungen, den Betrag der angewandten Mietzinse, die Art der durchgeführten Arbeiten und die Eigenschaft der Inhaber dinglicher Rechte.

TITEL XVI - NICHTBEACHTUNG DER VORLIEGENDEN REGELUNG

Art. 25 - Unbeschadet von Strafverfolgungen hat jede falsche Meldung anlässlich der Einreichung des Antrags oder jeglicher sonstigen Handlung gegenüber dem Fonds den Entzug der erteilten Beihilfe, die Rückzahlung der durch Vermittlung des Immobilienvermittlers unberechtigtweise bezogenen Beträge und das Verbot, als Inhaber dinglicher Rechte beim Fonds Kredit- und Subventionsanträge einzureichen, zur Folge.

Der Beschluss zur Gewährung der Beihilfe hat ausdrücklich auf vorliegende Bestimmung hinzuweisen, und das Verwaltungsmandat die Rückzahlungsverpflichtung für den Inhaber dinglicher Rechte im Falle der Nichteinhaltung seiner Verpflichtungen zu enthalten.

Art. 26 - § 1. Für einen in der Form eines Kredits gewährten Betrag wird der vom Inhaber dinglicher Rechte zurückzuzahlende Betrag im Falle der Nichtbeachtung vorliegender Regelung auf den noch ausstehenden Restbetrag des Kredits festgelegt.

§ 2. Für einen in der Form einer Subvention gewährten Betrag wird der vom Inhaber dinglicher Rechte zurückzuzahlende Betrag im Falle der Nichtbeachtung vorliegender Regelung durch folgende Formel festgelegt:

$$Z = (1 - (D/D')^2) \times B$$

wobei: Z = der zurückzuzahlende Betrag;

D = die Dauer, nach vollen Jahren berechnet, während deren die Bedingungen eingehalten wurden;

D' = die Dauer, nach vollen Jahren berechnet, während deren die Bedingungen eingehalten werden müssen;

B = der Betrag der Beihilfe in der Form eines Zuschusses.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Regelung in Bezug die Gewährung von Beihilfen in der Form von Krediten und Subventionen durch den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) zwecks der Durchführung von Sanierungs- und Umgestaltungsarbeiten in den leerstehenden Etagen über Erdgeschossen zur gewerblichen Nutzung, deren Verwaltung oder Miete von einem Vermittler übernommen wird, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 21. Oktober 2021.

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2021/33727]

21 OKTOBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering houdende goedkeuring van het reglement tot toekenning van een steun in de vorm van kredieten en subsidies, door het « Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie » (Huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië) met het oog op de uitvoering van renovatie- en herstructureringswerken op niet-bewoonde verdiepingen van begane grond voor handelsdoel-einden die door een vastgoedbeheerder in beheer of in huur worden genomen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, artikelen 179, 180 en 187, § 2

Gelet op het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst;

Gelet op het rapport van 18 maart 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 oktober 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 oktober 2021;

Gelet op de beslissing die de Raad van bestuur van het « Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie » op 13 september 2021 genomen heeft;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen op grond waarvan de kredieten uit Fonds B2 door het "Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie" (Huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië) toegestaan worden;

28 MEI 2019- Ministerieel besluit houdende goedkeuring van het specifiek reglement van de kredieten toegekend uit Fonds B2 door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Huisvestingsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië)

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het in bijlage opgenomen reglement tot toekenning van een tegemoetkoming in de vorm van kredieten en subsidies, door het « Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie » (Huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië) met het oog op de uitvoering van renovatie- en herstructureringswerken op niet-bezette verdiepingen van begane grond voor handelsdoeleinden die door een vastgoedbeheerder in beheer of in huur worden genomen, wordt goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 oktober 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

Bijlage. — Reglement tot toekenning van een steun in de vorm van kredieten en subsidies, door het « Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie » (Huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië) met het oog op de uitvoering van renovatie- en herstructureringswerken op niet-bezette verdiepingen van begane grond voor handelsdoeleinden die door een vastgoedbeheerder in beheer of in huur worden genomen

TITEL I. TERMINOLOGIE

Artikel 1. Voor de toepassing van deze bepalingen wordt verstaan onder:

1. « Fonds » : het « Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie »;
2. "Vastgoedbeheerder": een gemeente, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een agentschap voor sociale huisvesting of een vereniging ter bevordering van de huisvesting, alleen of in partnerschap handelend;
3. " Onroerend goed ": een gebouw met een begane grond voor handelsdoeleinden, beheerd door een vastgoedbeheerder die het rechtstreeks of via zijn partner verhuurt;
4. "Woning": deel van een onroerend goed dat structureel bestemd is voor de huisvesting van een of meerdere gezinnen;
5. "Verkoopwaarde of geraamde waarde van het gebouw" : de huidige waarde ervan bepaald op grond van een expertise van het Fonds;
6. "Niet-bewoonde verdieping": de ruimten van een onroerend goed boven een begane grond voor handelsdoeleinden die ten minste één jaar niet is bewoond;
7. "werkelijke of geraamde kosten van de werken": de werkelijke prijs ervan die bepaald wordt rekening houdende met de expertisecosten, de bepalingen van de bestekken, de beschrijving van de werken, de opmetingen en ramingen van de uitgavenboeken, de resultaten van de inschrijvingen en aanbestedingen, de controle, de opvolging en de oplevering van de werken alsmede met de B.T.W. en de prijzen die gewoonlijk toegepast worden door de ondernemers op het moment waarop het(de) ondernemingscontract(en) wordt(worden) gesloten.

TITEL II. DOEL VAN DE TEGEMOETKOMING

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent het Fonds kredieten en subsidies toe aan de houders van zakelijke rechten op de verdiepingen vaneen onroerend goed bedoeld in artikel 1, 4., van dit reglement, gelegen in het Waalse Gewest, dat de vastgoedbeheerders voor de eerste keer beheren of verhuren met het oog op de renovatie of herstructurering van deze verdiepingen in woningen die overeenstemmen met de minimale gezondheidscriteria bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidscriteria, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°bis, van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen bedoelde begripsomschrijvingen.

TITEL III HOUDER VAN ZAKELIJKE RECHTEN

Art. 3. § 1. De houder van zakelijke rechten is een natuurlijke of rechtspersoon, met inbegrip van een gemeente, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een autonoom gemeentebedrijf, met uitsluiting van de vastgoedbeheerders bedoeld in artikel 1, 23°, van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen.

Hij is de blote eigenaar of de erfpachter van de verdiepingen van het onroerend goed bedoeld in artikel 1, 3., van dit reglement.

§ 2. De houder van zakelijke rechten stemt ermee in dat woningen beheerd of verhuurd worden door de vastgoedbeheerder of zijn partner, na renovatie of herstructurering van de onbewoonde verdiepingen. In dit verband wordt de aanvraag om tegemoetkoming bij het Fonds medeondertekend door de vastgoedbeheerder(s) die alleen of in partnerschap handelt (handelen).

TITEL IV: Gerenoveerde of geherstructureerde woning

Art. 4. De houder van zakelijke rechten stelt de gerenoveerde of geherstructureerde woningen bij beheersmandaat of huurovereenkomst onherroepelijk ter beschikking van de vastgoedbeheerder of zijn partner volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 10 van dit reglement.

Wanneer de houder van de zakelijke rechten een gemeente, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een autonoom gemeentebedrijf is, mag deze zelf de huurwoningen beheren onder de voorwaarden van dit reglement.

TITEL V: TEGEMOETKOMING

Art. 5. § 1. Onverminderd het tweede lid, wordt de tegemoetkoming van het Fonds in de renovatie- of herstructureringswerken, voor 75 percent onder de vorm van een krediet toegekend en voor 25 percent onder de vorm van een subsidie.

De tegemoetkoming wordt voor 75 procent in de vorm van een subsidie en voor 25 procent in de vorm van een krediet toegekend wanneer de gerenoveerde of herstructureerde woning minstens drie slaapkamers heeft.

Het totaal, bestaande uit de gezamenlijke financiële steun van derden, met inbegrip van de tegemoetkoming toegekend krachtens dit reglement, mag niet hoger zijn dan 100 % van de kosten van de renovatie- of herstructureringswerken verhoogd met het architectenereloon, de notariskosten, de bijdrage en, in voorkomend geval, het bedrag van de enige overlijdensverzekeringspremie waarvan sprake in artikel 19 van dit reglement, indien voorgeschoten door het Fonds.

Wanneer de houder van zakelijke rechten een natuurlijke persoon is, wordt het percentage van 100 % teruggebracht naar 95 % zodra de terugbetaling van de tegemoetkoming toegekend onder de vorm van een krediet niet door de overlijdensverzekering waarvan sprake in artikel 19 van dit reglement gegarandeerd wordt.

Dat aldus verhoogde bedrag wordt afgerond naar het hogere of lagere tiental euro al naar gelang het cijfer van de eenheden al dan niet vijf euro bereikt.

3. Het bedrag van de tegemoetkoming wordt vastgesteld op grond van de schatting van het project van de werken dat aanvaard wordt door het Fonds. Laatstgenoemde kan de te financieren uitgave op een lager niveau dan dat van de prijsopgave bepalen, voor zover het acht dat de prijzen uitzonderlijk hoog zijn. Het aanvraagdossier inzake tegemoetkoming bevat een volledige beschrijving van de werkzaamheden en een raming van de kosten ervan.

§ 4. Als een gedeelte van de verbeterbare verdieping gesloopt moet worden, omvatten de werken de sloop en de wederopbouw van een volume dat gelijkwaardig is aan het gedeelte van het gesloopt onroerend goed.

§ 5. Voor de appartementsgebouwen zijn de kosten van de werken uitgevoerd in de gemeenschappelijke ruimten inbegrepen in de kosten van de gerenoveerde of herstructureerde woningen.

6. De houder van zakelijke rechten kan de onbewoonde verdiepingen gedeeltelijk gebruiken voor een andere bestemming dan de beheerde of verhuurde woning. In dit geval wordt de tegemoetkoming verleend naar rato van de oppervlakte die aan de vastgoedbeheerder of zijn partner voor beheer is toegewezen.

Art. 6. § 1. Onverminderd § 2 mag de som van de lening en van de subsidie 62.800 euro per gerenoveerde of herstructureerde woning niet overschrijden.

§ 2. Bij gemotiveerde beslissing kan het Fonds een bijkomend bedrag toekennen voor meerkosten in verband met één van de volgende gevallen:

1. het gebouw heeft een belangrijke patrimoniale waarde;
2. een specifieke verrichting;
3. het gebouw waarvoor het in overeenstemming brengen met de gemeenteverordeningen met betrekking tot de gezondheid en de brandveiligheid nodig is;
4. werken bestemd om de energieprestatie te verbeteren

Wordt als gebouw met een belangrijke patrimoniale waarde beschouwd, het gebouw dat geheel of gedeeltelijk het voorwerp heeft uitgemaakt van een beschermingsmaatregel of het gebouw dat geheel of gedeeltelijk opgenomen is op de beschermingslijst, of nog het gebouw dat geheel of gedeeltelijk opgenomen is op de Waalse monumentenlijst.

Specifiek wordt geacht de verrichting die betrekking heeft op een woning aangepast aan de handicap of de leeftijd van de persoon alsmede elke vorm van co-huisvesting of groepswooning.

Het bijkomend bedrag bedraagt hoogstens 27.800 euro per gerenoveerde of herstructureerde woning. Het wordt voor de ene helft in de vorm van een krediet toegekend en voor de andere helft in de vorm van een subsidie.

§ 3. Wanneer de werken het creëren van een onafhankelijke toegang tot de verdiepingen van een gebouw met een begane grond voor handelsdoeleinden omvatten, kan het Fonds een aanvullend bedrag toekennen voor de financiering van het creëren van een afzonderlijke toegang. Het extra bedrag mag niet hoger zijn dan 27.800 euro voor de gehele verrichting.

De helft van het bedrag wordt toegekend als een subsidie en de andere helft als een krediet.

§ 4. De voormelde bedragen worden op 1 januari van elk jaar N (en voor de eerste keer vanaf 2021), op grond van de volgende formule aangepast:

Maximumbedrag x ABEX-index op 1 januari van het jaar N (bepaald in november van het jaar N-1)

ABEX-index op 1 januari 2019 (bepaald op "809" in november 2018).

De aldus geïndexeerde bijdragen worden afgerond tot het hogere of lagere honderdtal euro naargelang het cijfer van de tientallen al of niet vijftig euro bereikt.

TITEL VI: PROCEDURE

Art. 7. Het formele verzoek tot tussenkomst wordt ingediend door de houder van het zakelijk recht op het betrokken onroerend goed en bestaat uit 3 stappen:

1. Haalbaarheidsstudie: de exploitant dient een verzoek om een haalbaarheidsstudie in met een raming van de werkzaamheden en plannen. Als de aanvraag ontvankelijk wordt geacht, voeren de diensten van het Fonds een bezoek ter plaatse uit en stellen zij een haalbaarheidsverslag op.

2. Opening van het dossier: de houder van het zakelijk recht dient het verzoek tot tussenkomst in dat mede is ondertekend door de vastgoedbeheerder en de volgende elementen bevat: eigendomsakte, kopie van de identiteitskaarten, voor rechtspersonen: kopie van de statuten en van de boekhoudkundige situatie, enz.

Na dit verzoek om bijstand wordt door het Fonds een deskundigenrapport opgesteld.

3. Goedkeuring van de aanvraag: de aanvraag wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur van het Fonds.

TITEL VII: WERKEN

Art. 8. § 1. De gefinancierde werken, met uitzondering van de instandhoudingwerken, mogen niet vóór de kennisgeving van de tegemoetkomingsbelofte uitgevoerd worden.

§ 2. Het bevel tot aanvatten van de werken wordt door het Fonds gelast aan de houder van zakelijke rechten op het moment waarop het Fonds de toekenning van de tegemoetkoming meedeelt.

§ 3. Het einde van de werken moet binnen een termijn van 2 jaar te rekenen van deze mededeling plaatsvinden. Op de met redenen omklede voordracht van de houder van zakelijke rechten kan het Fonds een bijkomende termijn van één jaar toekennen.

Art. 9. § 1. Onverminderd artikel 6, § 2, van dit reglement mogen de werken die de renovatie of de herstructurering van de onroerende goederen beogen, geen andere gewestelijke tegemoetkoming inzake huisvesting of energie genieten.

§ 2. De houder van zakelijke rechten stemt ermee in dat het bedrag van de eventuele bijkomende tegemoetkomingen toegekend door het Gewest of elk andere openbare overheid wordt afgetrokken van de tegemoetkoming van het Fonds op het moment van hun uitbetaling.

TITEL VIII: UITBETALING VAN DE TEGEMOETKOMING

Art. 10. Het bedrag van de tegemoetkoming wordt niet aan de houder van zakelijke rechten zelf afgegeven, maar wordt, met zijn instemming, uitbetaald aan de leveranciers of aannemers die prestaties en werken uitvoeren.

TITEL IX: BESTEMMING VAN DE WONING

Art. 11. Na voltooiing van de werkzaamheden worden de gerenoveerde of geherstructureerde woningen door de vastgoedbeheerder of zijn partner beheerd of verhuurd gedurende een periode van ten minste negen jaar of ten minste vijftien jaar in een van de in artikel 6, § 2, van dit reglement bedoelde gevallen, de duur van de werkzaamheden niet meegerekend, maar nooit korter dan de looptijd van de aflossing van het krediet dat aan de houder van de zakelijke rechten is verstrekt.

Art. 12. De gerenoveerde of geherstructureerde woning wordt door de exploitant of zijn partner verhuurd aan een huishouden van categorie 1, 2 of 3 in de zin van artikel 1, 29°, 30° en 31° van het Waals Wetboek van Duurzaam Wonen.

TITEL X: HUURPRIJS EN BESTEMMING ERVAN

Art. 13. De aan de houder van zakelijke rechten verschuldigde huurprijs wordt bepaald door de inachtneming van de verbetering van de woning voortvloeiend uit de gefinancierde werken uit te sluiten.

Art. 14. De huurprijs betaald door de bewoner bedraagt hoogstens dertig procent van zijn maandelijks netto-inkomen vermeerderd met de kinderbijslag ontvangen voor de kinderen ten laste van zijn gezin of met alle andere beschikbare middelen zoals het vakantiegeld, de maaltijdcheques, de onderhoudsgelden en diverse premies.

Art. 15. Ten minste vijftig procent van de door de huurder betaalde huur moet worden gebruikt voor de terugbetaling van het verleende krediet.

Het eventuele saldo wordt aan de houder van zakelijke rechten gestort.

TITEL XI: RENTEVOET VAN DE LENING

Art. 16. De op het krediet toepasbare rentevoet wordt op 0 % per jaar bepaald.

Art. 17. De in artikel 15 van dit reglement bedoelde rentevoet wordt op elke vervaldag, met hoogstens 0,0416 % per maand verhoogd, d.i. 0,50 % per jaar, op het gehele saldo van de schuld tot het aanzuiveren van ieder vervallen en onbetaald bedrag van het saldo van deze schuld.

TITEL XII: Duur van de terugbetaling van het krediet

Art. 18. De duur van het krediet wordt bepaald naar gelang van de hoedanigheid van de houder van zakelijke rechten, die een natuurlijke of een rechtspersoon is.

Er wordt specifiek rekening gehouden met het bedrag van het krediet en van de bestaans- en geldmiddelen van de houder van de zakelijke rechten; zijn leeftijd wordt ook in aanmerking genomen wanneer het om een natuurlijke persoon gaat.

Het krediet wordt terugbetaald in gelijke en onveranderlijke maandelijkse afbetalingen die de rente en de aflossing van het kapitaal omvatten.

TITEL XIII: WAARBORGEN

Art. 19. § 1. De houder van zakelijke rechten staat als waarborg van het krediet dat hem wordt toegekend, ofwel een hypotheecaire inschrijving, ofwel een hypotheecair mandaat ten gunste van het Fonds toe.

Hij verbindt er zich ook toe om de gerenoveerde of geherstructureerde woning waarvoor het krediet wordt toegestaan, niet te vervreemden, noch in hypotheek te bestemmen tot de volledige terugbetaling van het krediet.

De houder van het zakelijk recht draagt de huurvorderingen die voortvloeien uit de huur van de woning waarvoor het krediet is toegekend, onherroepelijk over aan het Fonds.

Het Fonds kan, indien nodig, de toekenning van het krediet afhankelijk stellen van het bekomen van elke andere zakelijke of persoonlijke waarborg.

Het Fonds kan in buitengewone omstandigheden de houder van zakelijke rechten vrijstellen van de in het eerste lid bedoelde waarborg.

§ 2. De financiële tussenkomst van het "Fonds du Logement" (Woningsfonds) is afhankelijk van de instemming van de gemeente of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat het renovatie- of herstructureringsproject uitvoert, met een garantie van terugbetaling op eerste verzoek van het geleende kapitaal, de rente en de accessoires.

Art. 20. Wanneer de houder van zakelijke rechten vóór de ondertekening van de kredietsakte bij een door de Autoriteit voor financiële diensten en markten erkende verzekeraar een overlijdensverzekering met afnemend kapitaal en met enige premie ten bate van het Fonds aangaat, kan de premie hem door het Fonds voorgeschoten worden binnen de perken bepaald in artikel 5, § 2, van dit reglement. Eén exemplaar van deze overeenkomst wordt naar het Fonds doorgezonden.

Art. 21. Het saldo van het krediet is onmiddellijk aflosbaar, zodra de houder van zakelijke rechten het bovenvermelde beheersmandaat opzegt. In dit geval is hij de in artikel 21 van dit reglement bedoelde vergoeding voor wederbelegging verschuldigd.

Art. 22. De houder van zakelijke rechten kan op elk ogenblik overgaan tot de gehele of gedeeltelijke vervroegde terugbetaling van het verschuldigde saldo van het krediet. In dit geval kan het Fonds hem erom verzoeken een vergoeding voor wederbelegging te betalen, die overeenstemt met drie maanden interesten berekend op het bij voorbaat terugbetaalde bedrag en met de overeengekomen jaarlijkse rentevoet van 1 percent.

Een gelijksoortige vergoeding is door de houder van zakelijke rechten verschuldigd in geval van gedwongen vervroegde terugbetaling van het krediet.

TITEL XIV: KOSTEN

Art. 23. Als dossierkosten stort de houder van zakelijke rechten door voorafneming op het bedrag van de tegemoetkoming een bijdrage van 2,50 % van het bedrag van de tegemoetkoming aan het Fonds.

Dat bedrag wordt op het moment van de toekenning van de tegemoetkoming opgenomen.

TITEL XV: OPVOLGING VAN DE REGELING

Art. 24. Het jaarlijkse activiteitenverslag van het Fonds omvat een afdeling betreffende het aantal toegekende kredieten en subsidies, de lijst van de vastgoedbeheerders en het aantal beheerde of verhuurde woningen, het aantal toegepaste huurprijzen, het type uitgevoerde werken en de kwaliteit van de houders van zakelijke rechten.

TITEL XVI: NIET-NALEVING VAN DIT REGLEMENT

Art. 25. Elke valse aangifte ter gelegenheid van de indiening van de aanvraag of van elke andere voortgang ten opzichte van het Fonds zal de intrekking van de toegekende tegemoetkoming, de terugbetaling van de sommen die door toedoen van de vastgoedbeheerder ten onrechte zijn ontvangen, en het verbod om als houder van zakelijke rechten aanvragen om kredieten en subsidies bij het Fonds in te dienen, als gevolg hebben onverminderd gerechtelijke vervolgingen.

De beslissing tot het verlenen van de tegemoetkoming verwijst uitdrukkelijk naar deze bepaling en het beheersmandaat omvat de verbintenis van terugbetaling van de houder van zakelijke rechten in geval van niet-naleving van zijn verplichtingen.

Art. 26. § 1. Wat het onder de vorm van een krediet toegekende bedrag betreft, wordt het bedrag dat de houder van zakelijke rechten in geval van niet-naleving van dit reglement moet terugbetalen, bepaald op het verschuldigde saldo van het krediet.

§ 2. Wat het onder de vorm van een toelage toegekende bedrag betreft, wordt het bedrag dat de houder van zakelijke rechten in geval van niet-naleving van dit reglement moet terugbetalen, bepaald op grond van de volgende formule: $R = (1 - (D/D')^2) \times M$

waarbij : R = het terug te betalen bedrag;

D = de in volledige jaren uitgedrukte duur van de periode waarin de voorwaarden werden nageleefd;

D' = de in volledige jaren uitgedrukte duur van de periode waarin de voorwaarden moeten worden nageleefd;

M = het bedrag van de tegemoetkoming onder de vorm van een toelage.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering houdende goedkeuring van het reglement tot toekenning van een tegemoetkoming in de vorm van kredieten en subsidies, door het « Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie » (Huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië) met het oog op de uitvoering van renovatie- en herstructureringswerken op niet-bezette verdiepingen van begane grond voor handelsdoeleinden die door een vastgoedbeheerder in beheer of in huur worden genomen.

Namen, 21 oktober 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33735]

9 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté ministériel établissant le formulaire de notification des informations par les officiers instrumentant autres que les notaires dont la résidence est située en Belgique lors de toute mutation immobilière sur des biens qui font l'objet de l'aménagement foncier

La Ministre de la Ruralité,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.275, § 3, alinéa 2, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'aménagement foncier des biens ruraux, l'article 16/1, § 3, alinéa 1^{er}, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019;

Vu le rapport du 31 mai 2021 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 9 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, (1^o ou 2^o), des lois sur le Conseil d'Etat, coordonne le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article unique. Le formulaire de notification des informations visé à l'article 16/1, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'aménagement foncier des biens ruraux figure en annexe du présent arrêté.

Namur, le 9 septembre 2021.

C. TELLIER

Annexe. Notification à la Direction de l'Aménagement Foncier Rural

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021 établissant le formulaire de notification des informations par les officiers instrumentant autres que les notaires dont la résidence est située en Belgique lors de toute mutation immobilière sur des biens qui font l'objet de l'aménagement foncier.

Namur, le 9 septembre 2021.

C. TELLIER